

Les bonnes maisons vendent toujours les

**Produits de Marque**

— distribués dans le —  
« Journal de Roubaix »

— qui en ont toujours —  
complètement pour répondre  
aux besoins de la clientèle

# Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS	Nord et Département	3 mois, 25.00	6 mois, 45.00	1 an, 80.00
	Autres départements	3 mois, 28.00	6 mois, 50.00	1 an, 85.00
	Belgique	3 mois, 30.00	6 mois, 55.00	1 an, 90.00
	Union Postale Paris	3 mois, 32.00	6 mois, 60.00	1 an, 95.00
	Tarif B	3 mois, 35.00	6 mois, 65.00	1 an, 100.00

REDACTION	ROUBAIX	43 à 71, Grande-Rue. Tél. 327.52, 327.53, 327.54
	TOURCOING	23, rue Garat. Tél. 37.
	LILLE	3, rue Pasteur. Tél. 339.51
	PARIS	22, Boulevard Poissonnière. Tél. Provence 77.94
	MOUSCRON	108, rue de la Station. Tél. 544.

UN BIJOU  
CUIRASSE D'OR  
APRES UN SIECLE  
BRILLE ENCORE

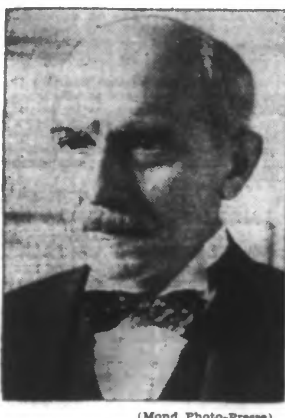
MON ARMURE

## EN PLEINE CRISE

Appelé à constituer le nouveau ministère, M. Pierre Laval a dû y renoncer, après toute une journée d'efforts, par suite de l'intransigeance des radicaux

### DANS LA SOIRÉE, M. FRANÇOIS PIÉTRI ESSAYAIT A SON TOUR

Radicaux et socialistes ont vainement tenté de se mettre d'accord sur un programme de cartel



(Mond. Photo-Press).  
M. PIÉTRI

#### Une mauvaise action

La Chambre a commis, mardi soir, une mauvaise action.

Ce n'est pas seulement le ministère Bouisson qui a été battu dans cette déplorable séance du 4 juin, c'est l'intérêt national qu'une majorité de toute façon douteuse, a mis en échec. Ce vote n'est pas fait pour relever le prestige d'une assemblée dont le discrédit est notoire.

Dans les circonstances actuelles la nouvelle crise gouvernementale est un événement d'une exceptionnelle gravité, une impardonnable faute.

Car même si, comme on peut encore l'espérer, l'accident est réparé rapidement, si demain, les députés accordent sous une autre forme au Cabinet reconstruit ce qu'ils viennent de refuser deux fois, enfin, si la bataille du franc est gagnée quand même malgré les révolutionnaires et leurs complices, la France aura souffert cependant du coup qui lui a été porté par la coalition des incohérents.

C'est que nous ne vivons pas des temps ordinaires. La situation intérieure et extérieure a modifié les règles de conduite de la politique. Les partis et les hommes qui se laissent encore guider par l'idée patriotique, n'ont plus le droit, comme autrefois, de se livrer au jeu de massacre des chefs de gouvernement. Les parlementaires dignes de ce nom ont autre chose à faire que d'acquiescer à la réputation de tombeurs de ministères.

Aujourd'hui, il s'agit de sauver la nation des périls qui l'assailent. Tout est menacé à la fois: la paix, l'ordre chez nous, nos finances, notre avenir économique. Les Français n'ont pas la naïveté de demander au Parlement de mener à bien toutes les tâches, mais ils veulent au moins que leurs représentants élus grâce à un suffrage universel vicie n'empêchent pas les gouvernements de gouverner. Les Français qui respirent dans une atmosphère d'incertitude et d'angoisse, se moquent bien de la sauvegarde des prérogatives parlementaires, prérogatives qui, d'ailleurs, ne sont menacées par personne. Le pays a un immense besoin de se sentir dirigé; il a soif de confiance. Quel qu'en soient les bateleurs rouges sur leur tréteau électoral, la France n'est pas encore mûre pour une expérience révolutionnaire. Elle

a toujours en elle assez de ressources de bon sens, d'énergie et d'honnêteté pour guérir ses maux sans faire appel aux rebouteux de la Sociale.

Dans la présente conjoncture, la France se passerait volontiers de discours et de marchandages d'ordres. Pour sortir de ses difficultés passagères, elle a simplement besoin d'hommes décidés à faire leur devoir jusqu'au bout.

Ce serait nous calomnier nous-mêmes et calomnier le régime que de chercher le salut dans nous ne savons quelles formules empiriques impossibles à appliquer dans une nation éprise de liberté comme la nôtre.

Quel homme d'Etat assumera la mission certainement lourde mais combien méritoire de former le nouveau ministère? Au moment où nous écrivons ces lignes, M. Laval a dû y renoncer et M. François Piétri a été appelé par M. Albert Lebrun. Il importe de faire vite. Pour son prestige à l'étranger et pour l'ordre à l'intérieur, le pays doit redresser immédiatement sa situation politique. Le franc ne peut pas attendre, non plus que le budget. Une crise prolongée mettrait en question le régime. Nous disons aux parlementaires: laissez faire ceux qui veulent sauver la France et la République.

Louis DARTOIS.

#### BILLET PARISIEN

#### La crise de la démocratie

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 5 juin (Minuit).

M. Laval a échoué dans la mission de former le Cabinet pour les raisons mêmes qui ont amené la chute du ministère Bouisson. M. Pierre Laval s'est d'ailleurs expliqué sur l'impossibilité de la tâche que le Président de la République lui avait confiée. Il n'a pas caché, dans une déclaration publique, que les exigences des groupes ne lui permettaient pas de disposer des pouvoirs nécessaires au salut du franc. Le groupe radical-socialiste avait, en effet, en fin d'après-midi, décidé par 31 voix contre 27 de ne pas céder sur la question des pleins pouvoirs. La mission de M. Laval était terminée.

M. Piétri, chargé à son tour de constituer un ministère, sera-t-il plus heureux que M. Laval?

Le député de la Corse, qui joint aux qualités d'intelligence et de clairvoyance que tous lui reconnaissent, une technicité financière à laquelle le maréchal Lyautey, qui l'avait vu à l'œuvre au Maroc, aimait à rendre hommage, n'a pas voulu s'engager. Il a promis de chercher le moyen de se rapprocher des radicaux; mais il a laissé entendre qu'il lui paraissait difficile de renoncer aux pleins pouvoirs. Des concessions de pure forme à l'esprit parlementaire sont possibles; des concessions sur le fond mettraient le crédit en péril. M. Piétri n'est pas homme à assumer la direction du pays s'il n'a pas tous les pouvoirs de la sauvegarde d'une catastrophe monétaire.

Il faut donc souhaiter ardemment que M. François Piétri réussisse dans sa tâche, puisque sa réussite serait le gage



M. PIERRE LAVAL A SA SORTIE DE L'ÉLYSÉE (Ph. France-Press).

du redressement financier qui doit être rapide pour être efficace.

Si, par contre, M. Piétri doit, lui aussi, céder la place à un autre, il faudra bien se rendre à l'évidence: la majorité du groupe radical-socialiste est acquise à la formule cartelliste; ce n'est plus M. Herriot qui inspire le groupe, c'est M. Daladier, l'un des artisans de la chute du Cabinet Bouisson, M. Daladier qui, suivi par les élus du Front commun, n'a jamais renoncé à prendre sa revanche du 6 février.

Il faut, hélas! voir les choses comme elles sont: plus que jamais, le Cartel est synonyme d'impuissance, mais il a retrouvé des partisans. La passion politique, jointe à l'intérêt électoral, l'emporte sur le bon sens et le patriotisme. Il y a, à la Chambre, trois cents députés qui cherchent leur voie dans une impasse.

Qu'ils prennent bien garde. La crise actuelle n'est pas seulement une crise ministérielle; c'est la monnaie nationale — c'est-à-dire le patrimoine commun des Français — qui en est l'enjeu. Lui porter atteinte, c'est porter atteinte à l'une des bases de la société. Cette crise, c'est la crise même de la démocratie qui va montrer si elle peut se sauver elle-même.

#### ...entreprend ses consultations...

A 11 h. 20, M. Pierre Laval, ayant fait ses visites protocolaires chez MM. Jeanneney, président du Sénat et Fernand Bouisson, président du Conseil, revient au ministère des Affaires étrangères où l'attendent MM. Piétri, Louis Rollin et Cathala, ministres de la Marine et des Colonies et sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil du Cabinet Bouisson.

M. P. Laval quitte le Quai d'Orsay à midi cinq. Il déclare aux journalistes qui l'interrogent:

— Je vais voir le maréchal Pétain. Je reviendrai ici tout à l'heure pour poursuivre mes consultations.

#### ...reçoit M. Rivollet et une délégation d'anciens combattants...

A midi 45, M. Laval rentre au Quai d'Orsay et reçoit une délégation d'anciens combattants.

A 13 h. 20, M. Cathala donne lecture aux journalistes du communiqué suivant:

« M. Pierre Laval a reçu au ministère des Affaires étrangères le bureau de la Confédération nationale des anciens combattants, qui était conduit par M. Rivollet, secrétaire général. Le bureau a fait connaître au président le désir des anciens combattants de voir maintenir le ministère des Pensions et de voir placer à sa tête un ancien combattant.

Le président Laval a déclaré bien volontiers qu'il envisagerait, au cas où il constituerait le Cabinet, de donner satisfaction à ce double vœu. Une conversation s'est engagée ensuite entre le président et le bureau confédéral sur la situation financière et les moyens d'y remédier. »

#### ...rencontre des difficultés du côté des socialistes et des radicaux...

Durant toute l'après-midi, M. Laval continue ses consultations, tandis que les groupes politiques se réunissent.

On constatait alors une hostilité de plus en plus marquée des groupes de gauche à l'égard des pleins pouvoirs, hostilité dont lui ont fait part M. Léon Blum au nom du parti socialiste, aussi bien que les chefs du parti radical, MM. Herriot, Chautemps, Daladier et Yvon Delbos.

#### ...et enfin renonce à sa mission

A la fin de la journée, M. P. Laval a fait savoir au Président de la République

qu'il renonçait à former le nouveau cabinet.

Le sénateur de la Seine, ainsi qu'il l'a déclaré tout en reconnaissant que la motion votée par le groupe radical, dont nous parlons ailleurs, était assez satisfaisante en ses termes a estimé qu'elle avait été votée dans des conditions qui ne lui permettaient pas d'espérer la large majorité qu'il estimait indispensable au gouvernement.

Il acceptait que les pouvoirs qu'il entendait réclamer du Parlement fussent limités, ainsi que le demandait le parti radical, à la défense du franc et à la lutte contre la spéculation, mais la motion du parti radical n'a été adoptée que par 31 voix contre 27.

Le ministre des Affaires étrangères a considéré que ce vote du groupe le plus nombreux de la Chambre et nettement divisé en deux clans, ne lui permettait pas de compter sur un soutien parlementaire massif.

De plus, l'entretien que M. Pierre Laval avait eu, dans l'après-midi, avec M. Léon Blum, lui interdisait tout espoir de trouver un appui dans le parti socialiste. Le sénateur de la Seine avait offert au député de l'Aude la participation groupe S.F.I.O. à un Cabinet formé pour la défense du franc, soit que celui-ci agisse par la voie de pleins pouvoirs, soit que l'appoint des voix socialistes lui soit acquis pour toute la mesure à réclamer des assemblées dans ce but.

M. Léon Blum avait répondu cette offre, conformément à la politique de non-participation au pouvoir observée par son parti.

Dans ces conditions M. Laval considérant que son cabinet n'était pas assuré de recevoir de la Chambre la large confiance susceptible de lui donner, devant le pays, l'autorité nécessaire pour prendre les mesures d'économies indispensables, s'est rendu à l'Élysée pour demander au Président de la République de le décharger de la mission qu'il n'avait acceptée qu'en principe, le matin.

Malgré l'affectueuse instance mise par M. A. Lebrun à faire revenir le sénateur de la Seine sur sa décision, celui-ci s'est reculé pour la formation du Cabinet.

#### Une déclaration de M. Laval

A l'issue de son entretien avec le chef de l'Etat, M. Pierre Laval a précisé, dans une déclaration à la presse, les raisons profondes de sa décision, avec une netteté, une fermeté et une franchise qui trouveront un large écho dans le pays.

Voici cette déclaration:

« Je suis venu rendre compte au Président de la République des résultats de la mission qu'il m'a fait l'honneur de me confier.

Je me suis mis en rapport avec les chefs des divers groupements politiques et je les ai questionnés sur l'état d'esprit et les dispositions de leur parti.

J'ai tenu à m'informer, en même temps de la situation financière et à rechercher les mesures qu'elle pouvait comporter.

J'ai acquis la conviction qu'une action résolue garantirait le succès de ces mesures, mais j'estime que pour entreprendre cette action et la mener à bien, il faut que le Gouvernement de demain obtienne du Parlement les pouvoirs nécessaires.

(Lire la suite page 2)

#### LES GRANDS INVALIDES ALLIÉS EN BELGIQUE



LES CHEFS DES DÉLÉGATIONS DES GRANDS INVALIDES ALLIÉS. LE GÉNÉRAL MARIAX (à gauche) donnant le bras au GÉNÉRAL ITALIEN PIZZARELLI, et, à droite, LE COLONEL BALD, de la British Legion, passant en revue un détachement militaire du 12<sup>e</sup> régiment de ligne, à Liège.

#### Une famille parisienne de cinq personnes est asphyxiée

Paris, 5 juin. — On a découvert, asphyxiée dans un logement, 82, rue de Genilly, une famille composée du père, de la mère et de trois enfants.

La famille vivait depuis l'année dernière dans cette maisonnette obscure, mais tenue avec un soin minutieux. Afin d'en augmenter le confort, le père avait fait poser ces jours derniers le gaz.

Que se passa-t-il dans la nuit de lundi à mardi?

L'enquête menée au début de la matinée par le commissaire de police a révélé que l'asphyxie était due à l'éclatement d'un tuyau de caoutchouc.

C'est une voisine, Mme Binac, qui inquisite de n'avoir pas vu depuis deux jours les enfants Pérard, frappa le matin au carreau. Personne ne répondit.

Vers 9 heures, l'angoisse s'empara des voisins qui alertèrent la police.

Deux gardiens de la paix enfouirent les corps par où, aussitôt, s'échappa une forte odeur de gaz. Le corps de la mère gisait, habillé, au pied du lit, dans la chambre.

Tout à côté, étaient étendus hier les cadavres des trois enfants, tandis que le père, ayant sans doute tenté de fuir, gisait près de la porte d'entrée.

#### LE NOUVEL AMBASSADEUR DE FRANCE EN BELGIQUE



(Ph. France-Press).  
M. LAROCHE  
qui a été nommé ambassadeur de France à Bruxelles, en remplacement de M. Paul Claudel, prendra possession de son poste le 12 juin

#### Deux Américains préparent un vol dans la stratosphère



(Mond. Photo-Press).  
LE CAPITAINE ALBERT W. STEVENS, commandant de la Société américaine de géographie, et LE CAPITAINE DOLPH P. WILLIAMS, qui est le chef de la prochaine ascension, devant la machine.

#### Trente mille Américains ont visité hier le géant des mers

New-York, 5 juin. — Trente mille personnes ont visité hier « Normandie », qui a produit pour la journée, une recette totale de 100,000 dollars qui sera affectée aux caisses de secours des vétérans français et américains.

D'autre part, M. Albert Lebrun a été primé au représentant de l'Agence Havas, l'émotion profonde qu'il a ressentie à l'arrivée de « Normandie » à New-York.

L'immensité de la rivière Hudson — elle dit, le concert des pétards et navires, les avions qui frôlaient le quai, portant à la tête du géant la flamme bleue, témoignage du monde établi, les quais noirs de monde, contribuaient à créer une impression inoubliable.

M. Albert Lebrun a été également sensible au charme de Washington; il a été très touché de la cordiale réception de M. Roosevelt, dont les quelques connaissances de la langue française jointes aux connaissances d'anglais de M. Lebrun, ont permis aux deux présidents d'avoir une charmante conversation. Le dîner officiel à la Maison Blanche s'est déroulé dans l'atmosphère de cordialité qui caractérise les réceptions du président Roosevelt.

#### Accusée du meurtre de son mari et acquittée M<sup>lle</sup> Rattenbury s'est tuée

Londres, 5 juin. — Mme Alma Victoria Rattenbury, accusée du meurtre de son mari et qui avait été acquittée deux semaines dernière, a été trouvée morte dans la rivière Stour, près de Worcestermouth.

Mme Rattenbury avait été invitée en compagnie de son chauffeur qui fut condamné à mort. Le procès avait été l'un des plus retentissants de l'année et une demande d'appel était sur le point d'être introduite.

#### Un Lillois effectue en six jours le voyage Paris-San-Francisco

San-Francisco, 5 juin. — M. Paul Lemoine, président de la Société de géographie de Lille, capitaine de réserve de réserve, a effectué le voyage Paris-San-Francisco en six jours.

Parti de Paris pour Southampton le 30 mai, en avion, il s'est embarqué à Southampton sur le paquebot « Normandie » et est arrivé à New-York le 5 juin. Le même jour, il repré senta l'Association française de géographie à San Francisco et fut élu vice-président de la Société de géographie de San Francisco. Il est en ce moment de sa visite au siège de la Société de géographie de San Francisco et de sa tournée en Californie et les États-Unis.



A SA SORTIE DE L'ÉLYSÉE, M. JEANNENEY, PRÉSIDENT DU SÉNAT, EST INTERROGÉ PAR LES JOURNALISTES (Ph. France-Press).